

Ci-dessous dans le corps du mail transmis le 9 juin vous trouverez les réponses adaptées

-----Message d'origine-----

De : "Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE" [mailto:paul.lacouloumere.-ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr]

Envoyé : vendredi 9 juin 2017 15:50

À : [sclaudetbourgeois@smagga-syseg.com](mailto:sclaudetbourgeois@smagga-syseg.com)

Cc : FAUCON mireille (Chef de pôle) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE  
Objet : Demande de complément concernant le dossier "cas par cas" : régularisation des systèmes de collectes de la STEP de Givors (69) / n° de dossier ARA 2017-ARA-DP00570

Bonjour,

En application des articles L.122-1 et R.122-3 du code de l'environnement, vous m'avez transmis pour examen le dossier en objet.

Ce dossier a été reçu à la DREAL le 29 mai 2017 mais ne peut être considéré comme complet à ce jour. Aussi, afin que votre demande puisse être instruite, je vous demande de bien vouloir envoyer les compléments suivants :

- **mesures d'évitement, réduction et/ou de compensation relatives aux zones humides concernées par le projet ;**

Dans le cadre de l'examen K par K transmis le 29 mai les seules opérations qui se font à proximité de zones humides inventoriées sont la réhabilitation du réseau de transfert de Chassagny et la mise en place d'un FPR route de Chassagny. L'opération de création du FPR à Chassagny est déplacée pour éviter la zone humide n°69CREN0002 – Zone humide de Terre plate. La zone humide est ainsi évitée.

En ce qui concerne les travaux de réhabilitation de réseaux ces derniers passent sur les tracés des anciens réseaux, aussi il n'y aura pas de terrains en zone humide affectés par ces opérations.

Toutes les autres opérations, création FRP, création de bassins feront l'objet de mesure d'évitement des zones humides car au préalable en phase AVP des inventaires au titres de l'Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 seront réalisés au droit des sites présagés pour les opérations. Les installations éviteront strictement les zones si ces dernières sont déclarées en zone humide.

- **volume estimé et lieu de stockage des déblais issus des fouilles de chantiers (création des réseaux et bassins de stockages) ;**

En l'état des connaissances ces éléments ne sont pas connus puisque les études de détail n'ont pas été engagées à ce jour. Cette information sera traitée dans le cadre de la définition de l'avant-projet. Cet AVP sera transmis à minima 3 mois avant le démarrage des travaux aux services instructeurs.

- **un plan comportant à la fois les travaux prévus et le réseau existant ;**

Le plan mis à jour est transmis en annexes (8.1.2.1 et 8.1.2.2)

- **pour chaque point de rejets, les normes des rejets prévus ainsi que les caractéristiques du milieu naturel.**

**En phase travaux :**

Le choix du SYSEG s'est orienté vers l'absence de rejet dans le milieu superficiel (choix de rejet des eaux dans le réseau d'assainissement). Il n'est donc pas prévu de faire réaliser des analyses sur ces eaux et de ce fait, il paraît inutile de réaliser un contrôle des niveaux de références définis à l'Arrêté ministériel du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'analyse de rejet dans les eaux de surface.

Si toutefois, dans le cadre des études de maîtrise d'œuvre il est mis en évidence que le rejet dans le réseau n'est pas envisageable alors le Maître d'œuvre précisera dans son AVP les moyens mis en œuvre et les modalités d'analyses qui seront effectuées sur les eaux avant leur rejet dans le milieu récepteur. Les eaux rejetées respecteront des valeurs de paramètres inférieures au niveau R1 à savoir :

Annexe à l'Examen K par K en réponse au mail de l'Autorité Environnementale transmis le 9 juin 2017 au SYSEG :

MES < 9 kg/j      DBO5 < 6 kg/j      DCO < 12 kg/j      Matière inhibitrice < 25 équitox/j  
Azote total < 1,2 kg/j      Phosphore total < 0,3 kg/j      Composés organochlorés absorbables sur charbon actif  
(AOX) < 7,5 g/j      Métaux et métalloïdes < 30 g/j      Hydrocarbures < 0,1 kg/j

Enfin, je vous remercierai de bien vouloir nous fournir **une version informatique des plans que nous pourrions ainsi utiliser dans le cadre des consultations que nous menons. L'examen k par K ainsi que toutes ses annexes est transmis au format pdf.**

Afin que votre demande puisse être instruite, je vous remercie de transmettre votre dossier avec l'ensemble des compléments, par retour de mail à l'adresse ci-dessus ([ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)).

Le délai d'instruction de 35 jours prévu pour vous informer de la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact ne commencera qu'à compter de la réception par mon service du dossier complet.

Paul LACOULOUMERE est à votre disposition pour tout échange si nécessaire.

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Service CIDDAE / Pôle Autorité environnementale [ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)